

Journal de Libye

Géopolitique et stratégie

N° 9 du 04.04.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire. - Opération Active Endeavour -

1 Les brèves

1-1 Des agents de la CIA envoyés en Libye.

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Mouammar al Kadhafi ou le paradoxe libyen

2-2 Julien Salingue et Henri Maler : Les mots de la guerre au service de la guerre ?

3 Dossier & Point de vue

3-1 Danielle Bleitrach : La CIA et les vertueux insurgés de Benghazi.

3-2 L'attaque de la Libye ? Un air de déjà vu...

3-3 Alex Lantier : Des reportages indiquent que les services secrets français ont encouragé les protestations anti-Kadhafi.

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 Manlio Dinucci : Quand la guerre devient « culture de la défense ».

4-2 Massimo Zucchetti : Libye : impact des missiles de croisière à l'uranium appauvri.

6 Annexe.

6-1 Dmitri Babitch : Comment BHL a poussé la France à s'engager dans le conflit libyen.

1 Les brèves

Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information.

1-1 Des agents de la CIA envoyés en Libye.

La CIA a envoyé de petites équipes d'agents en Libye, qui ont notamment participé au sauvetage d'un militaire américain après l'écrasement de l'avion de chasse dans lequel il se trouvait, ont déclaré mercredi un responsable américain et un ancien officier du renseignement à l'Associated Press.

Le rôle précis de l'agence américaine de renseignement en Libye n'est pas clair. Des spécialistes du renseignement estiment que la CIA pourrait avoir envoyé des agents en Libye pour établir des contacts avec l'opposition et prendre compte des forces et des besoins des rebelles qui combattent le régime du colonel Mouammar Kadhafi dans l'éventualité où le président Barack Obama déciderait de les armer.

Le responsable américain et l'ex-agent du renseignement, qui ont requis l'anonymat compte tenu de la nature délicate de l'information, ont affirmé que la CIA avait participé au sauvetage de l'un des deux militaires qui se trouvaient à bord de l'avion de chasse F-15E Strike Eagle qui s'est écrasé en Libye le 21 mars. L'homme avait d'abord été secouru par des rebelles avant d'être récupéré par la CIA, tandis que le pilote de l'avion a été secouru par des Marines américains.

Les deux militaires n'ont subi que des blessures mineures, a indiqué l'armée. Les responsables américains ont refusé de dire quelle était la mission précise de l'avion au moment de son écrasement. L'équipage s'est éjecté de l'avion après une défaillance de l'appareil lors d'une mission contre un site libyen de lancement de missiles.

Le New York Times a été le premier média à rapporter que l'agence avait envoyé des groupes d'agents de la CIA en Libye et que des agents britanniques dirigeaient les frappes aériennes.

Dans un discours prononcé lundi soir, le président Barack Obama a déclaré que les troupes américaines ne combattraient pas au sol en Libye. Cette déclaration ne laisse que peu de latitude au président au cas où il déciderait d'envoyer des armes aux rebelles et de les former.

Dans cette éventualité, la CIA prendrait le contrôle des opérations sur le terrain, comme elle l'a déjà fait en Afghanistan après les attentats du 11 septembre 2001 et avant l'intervention américaine en Irak, en 2003. Dans ces opérations, des officiers de la CIA, accompagnés de forces d'opération spéciales, ont été envoyés sur le terrain pour fournir des armes à l'opposition afin de combattre les talibans et Afghanistan et Saddam Hussein en Irak.

La Maison-Blanche a déclaré mercredi qu'elle évaluait ses options pour «*tout type d'assistance*» aux rebelles.

«*Aucune décision n'a été prise sur la fourniture d'armes aux rebelles ou à d'autres groupes en Libye*», a indiqué le secrétaire de presse de la Maison-Blanche, Jay Carney. «*Nous n'avons ni exclu, ni choisi cette option.*»

<http://fr-ca.actualites.yahoo.com/des-agents-la-cia-envoy%C3%A9s-en-libye-20110330-185116-728.html>

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Mouammar al Kadhafi ou le paradoxe libyen (vidéo Arte 2008)

Pour voir la vidéo de 55 minutes intitulée :

C'est ici : <http://mai68.org/spip/spip.php?article2561>

Bien à vous,

do

<http://mai68.org/spip>

2-2 Julien Salingue et Henri Maler : Les mots de la guerre au service de la guerre ?

Lexique médiatique de la guerre de Libye

Toutes les informations ne relèvent pas de la propagande ou ne se réduisent pas à de la propagande. Et la propagande ne consiste pas seulement (ni parfois principalement) en mensonges grossiers et délibérés ou en parti-pris outranciers, cibles faciles pour la contre-propagande.

Dans les conflits les plus aigus, qu'ils soient sociaux ou militaires, les médias et les journalistes et, le cas échéant, leurs critiques, ne sont jamais de simples observateurs. Ce sont des acteurs. Mais ce n'est pas rêver à un improbable « neutralité » ou à une très aléatoire « objectivité », que de souligner que les partis-pris les plus insidieux se dissimulent derrière le vocabulaire apparemment le plus anodin.

Que l'on soit ou non favorable à l'intervention militaire en cours en Libye, on est en droit d'attendre des médias et des journalistes, quelles que soient leurs prises de position, que la condamnation du régime libyen ne se transforme pas en propagande de guerre qui se bornerait à rediffuser, sans les vérifier, les informations fournies par les états-majors, ou, plus simplement, à épouser le vocabulaire diplomatique, politique ou militaire de l'un des camps en présence.

« **Guerre** » - Se dit, dans le cas présent, le moins souvent possible, non seulement dans les déclarations des responsables politiques et militaires, mais sous la plume et dans la bouche de nombre de commentateurs. Comme dans nombre de guerres modernes, l'opération militaire actuellement menée en Libye porte un nom, peu repris il est vrai : « *Aube de l'Odysée* ». Pourtant – qui peut le nier ? – cette guerre est une guerre.

« **Riposte** » - Se dit des opérations militaires de « nos » armées, quand on veut en souligner le caractère prétendument défensif.

Les états-majors et les chefs de gouvernement n'ont pas osé prétendre que l'opération militaire en Libye pouvait être considérée comme une « riposte ». Qu'à cela ne tienne. Certains journalistes ont franchi le pas. Mais ne soyons pas malhonnêtes, ils ne sont pas majoritaires dans la profession. Pour l'instant. Mais, comme le montrent les deux captures d'écran qui suivent, on ne parle pas ici de médias totalement marginaux :

Ou encore, sur le site de l'Express : « *Pendant que le débat diplomatique se prolonge, certains évoquent un risque réel de voir les forces de Kadhafi gagner la partie sur le terrain avant que les grandes puissances conviennent d'une riposte au conflit* » (15 mars).

Une « riposte » ? Les « grandes puissances » ou « l'Occident » auraient-ils été agressés par Kadhafi ? Se borneraient-ils à « répondre » à une attaque, à « riposter » ? A moins d'être de mauvaise foi, la réponse est évidemment non. Alors, a-t-on

affaire ici à de simples excès de langage ou à de mauvaises habitudes prises à force de traiter des guerres présentées comme « préventives », c'est-à-dire au cours desquelles l'attaque est une « riposte » par anticipation ? A voir. Mais dans un cas comme dans l'autre, les lecteurs et les auditeurs ne sortent pas gagnants de l'emploi totalement déplacé d'un terme aussi dépourvu d'ambiguïté...

« **Les alliés** » - Se dit, sans autre précision, des Etats engagés dans la guerre qui ne dit pas ou fort peu son nom. Ceux-ci peuvent être affublés de plusieurs autres désignations : « la coalition », « le front anti-Kadhafi », voire même « les occidentaux » (par un lapsus fort peu diplomatiques envers ceux qui ne le sont pas)... Mais « alliés » est l'un des termes les plus souvent employés, et l'un des plus significatifs :

« *Libye : **les alliés** mettent au point leur dispositif militaire* » (titre d'un article du Figaro, 18 mars) ; « *Libye : **les alliés** verrouillent le ciel* » (titre d'un article du Midi-Libre, 21 mars) ; « *La route d'Ajdabiah en partie rouverte par **les alliés*** » (site de l'Express, 20 mars) ; etc.

« *Les alliés* ». Lors de l'invasion de l'Irak déjà, l'attelage américano-britannique (flanqué de quelques troupes auxiliaires, mais privé de « la France »), avait, comme nous le relevions alors, bénéficié de cette appellation. Elle vaut soutien à la guerre en cours : un soutien qui relèverait du débat public, s'il s'assumait comme tel au lieu de s'abriter derrière une référence historique qui renvoie à l'un des deux camps en présence lors de la deuxième guerre mondiale. Chacun avouera que la comparaison est des plus osées, pour ne pas dire hasardeuses, quelle que soit l'ampleur des crimes commis par le régime libyen. Rien ne nous garantit, devant l'abondance de la référence aux « Alliés », que Kadhafi ne nous sera pas présenté demain comme le nouvel Hitler. Ou, pour être plus exact, comme le nouveau nouveau nouvel Hitler. Contre lequel la mobilisation armée de la « communauté internationale » ne peut être contestée.

« **Communauté internationale** » - Se dit, indifféremment, des membres du Conseil de Sécurité qui ont adopté la résolution, de ceux qui la soutiennent et de ceux qui, en s'abstenant, l'ont réprouvé. Cette expression semble désormais moins utilisée que lors de l'euphorie des premiers jours :

« *La **communauté internationale** montre sa solidarité avec le printemps arabe* » (site de la Croix, 20 mars) ;

« *Kadhafi menace **la communauté internationale*** » (titre tout en nuance d'une dépêche publiée sur le site du Point le 19 mars) ; « *Dossier Libye : **la communauté internationale** décide d'intervenir* » (site de Marianne, 19 mars) ; etc.

Ce disant - comme nous l'avons déjà fait remarquer dans un article précédent - les médias ont pendant quelques jours oublié « de rappeler que quelques pays mineurs, périphériques et peu influents, n'ont pas voté la résolution de l'ONU, la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Allemagne... ». On a semblé davantage s'intéresser aux quatre avions (de fabrication française) gracieusement mis à disposition par ce géant qu'est le Qatar qu'aux réactions des gouvernements de pays qui représentent plus de la moitié de l'humanité... Plutôt que de s'efforcer d'informer pour les comprendre, quitte, ensuite, à les soutenir ou les désavouer, l'on n'a guère épilogué sur les raisons pour lesquelles ils n'étaient pas convaincus de cette guerre. Ou plutôt, de ces « frappes ».

« **Frappes** » - Désigne les bombardements effectués par « les alliés » : en effet, les « alliés » ne bombardent pas, ils « frappent ». Ils « frappent » la Libye, comme d'autres « frappent » à la porte, « frappent » un ballon de football ou se « frappent » dans les mains. On parle pourtant bien de centaines de missiles. Mais chacun avouera que le terme « frappes » n'est pas aussi négativement connoté que le mot « bombardements » :

« *Libye. Les **frappes militaires** devraient baisser d'intensité, selon les USA* » (titre glané sur le site internet de Ouest France, 22 mars) ; « *Libye : **frappes françaises** en suspens* » (titre d'une dépêche AFP, 21 mars) ; « *Le pétrole recule légèrement, malgré la poursuite des **frappes en Libye*** » (site du Parisien, 22 mars) ; etc.

Quant à Kadhafi et ses forces armées, ils ne « frappent » pas, ils « pilonnent » :

« *Kadhafi **pilonne** la population civile* » (site de France info, 16 mars) ; « *Libye : les pro-Kadhafi **pilonnent** Zenten* » (titre d'une dépêche AFP, 19 mars) ; « *Les forces pro-Kadhafi [...] ont notamment **pilonné** la ville pétrolière de Ras Lanouf* » (Libération, 11 mars) ; etc...

Ce Kadhafi ne respecte décidément rien. Il aurait pu se contenter d'opérer, comme les « alliés », des « frappes ». Des « frappes », dont on nous assure qu'elles sont « ciblées ».

« **Ciblées** » - Dans le langage militaro-médiatique, qualifie les « frappes », de préférence à « chirurgicales ». Les « frappes chirurgicales » ont eu leur heure de gloire, chacun comprenant alors que les bombardements étaient effectués avec la précision de chirurgiens qui tentent de sauver des vies et non d'en prendre. Mais la ficelle était peut-être un peu grosse. Désormais les frappes sont « ciblées » :

« *Paris envisagerait des **frappes ciblées** en Libye* » (titre d'une dépêche Reuters, 19 mars) ; « *Les **frappes aériennes ciblées** contre les troupes du colonel Kadhafi vont-elles suffire à le chasser du pouvoir ?* » (question posée par le Télégramme, 22 mars) ; variation sur un même thème avec le site TF1 news : « *En Libye, les **opérations ciblées** de la coalition semblent donner de l'air aux insurgés de Benghazi* » (22 mars) ; etc.

On l'aura donc compris : les « frappes » sont « ciblées ». Les journalistes qui reprennent complaisamment cette expression se sont-ils demandé ce que seraient des « frappes non-ciblées » ? On shoote au hasard ? On déverse des bombes au petit bonheur la chance ? Que l'on soit dans un chasseur, un hélicoptère de combat, un navire de guerre ou un char d'assaut, avant de tirer, on vise. Une cible. Le problème n'est pas de savoir s'il y a une cible, mais quelle est la cible. Dire d'une « frappe » qu'elle est « ciblée » est un artifice rhétorique qui tente de relativiser le caractère intrinsèquement violent d'un bombardement. Et de parler, en cas d'erreur sur la cible, de « dommages collatéraux ».

« **Dommages collatéraux** » - Dans le langage militaro-médiatique, désigne (avec « *bavures* ») les victimes civiles des « *frappes* », laissant ainsi entendre que si les guerres font des victimes - du moins quand « nos » soldats y prennent part - c'est toujours par accident. Et que c'est bien « *dommage* ». Ce triste euphémisme, typiquement militaire, est toujours utilisé par certains journalistes, sans aucune distance critique, et sans guillemet :

« *Par ailleurs, il n'y a pas eu de **dommages collatéraux** du fait de l'armée française. Certains objectifs n'ont pas été visés en raison de risques de dommages collatéraux, a précisé l'état-major français* » (site de France-soir, 22 mars) ;

« *Libye : les **dommages collatéraux** évités* » (titre d'une dépêche sur le site d'Europe 1, 22 mars) ; « *Il n'y a pas eu de **dommages collatéraux** du fait de l'armée française* » (site de 20 minutes, 22 mars) ; etc.

Ce n'est pas nouveau : Sur les « *frappes* », « *dommages collatéraux* », « *bavures* » et autres « *incidents* », voir notamment ici même le lexique de la guerre en Afghanistan et les mots de la guerre contre l'Irak.

Quant aux « *forces ennemies* », elles ne font jamais de « *dommages collatéraux* », puisque il va de soi que, toujours et partout, elles « *prennent délibérément pour cible des civils désarmés* ». Ce que fait, bien évidemment, l'armée « *kadhafiste* ».

« **Kadhafiste** » - Désigne les partisans du dictateur libyen parfois appelés « *pro-kadhafi* ». Tout comme les « *sarkozystes* » ou les « *pro-sarkozy* » sont, en France, les partisans du président français. Soit. Mais ces dernières semaines, l'usage du terme « *kadhafiste* », s'est souvent substitué à « *loyaliste* » pour désigner l'ennemi et ses armes.

« *Mohamed Nabbous, ingénieur en télécoms, photographe et blogueur improvisé, est mort, tué par un **sniper kadhafiste** dans une rue de Benghazi* » (site de La règle du jeu, 20 mars) ; « **L'aviation kadhafiste, qui compte sur le papier plus de 200 appareils de combat, ne semble en mesure d'en aligner qu'une quarantaine** » (site de l'Express, 18 mars) ; « *Le président français et le gouvernement britannique ont été les avocats les plus fervents de l'instauration d'une zone d'exclusion dans le ciel libyen afin de neutraliser **l'aviation kadhafiste*** » (site de 20 minutes, 15 mars) ; etc...

« *Sniper kadhafiste* », « *aviation kadhafiste* »... Imagine-t-on un seul instant les médias français nous parlant de « *soldats sarkozystes* », d'« *aviation obamiste* » ou de « *marine cameroniste* » ? Evidemment non. Le passage par un adjectif dérivé du nom du dictateur est une prise de position contre les forces armées libyennes, dont on se gardera ici de minorer la violence. Mais cela ne doit pas interdire de relever un abus de langage qui, consciemment ou non, participe du caractère partisan de l'« *information* » diffusée au sujet de la Libye. Le JDD a publié sur son site, le 20 mars, une dépêche dont le titre était : « *Libye : Paris confirme avoir abattu un avion kadhafiste* ». Si l'inverse s'était produit, le JDD aurait-il titré « *Libye : Tripoli confirme avoir abattu un avion sarkozyste* » ? C'est peu vraisemblable. Les avions sont « *français* ». Pour certains, ce sont même « *nos* » avions..

« **Nos soldats** » - Se dit, avec « *nos* » moyens militaires, des forces engagées par l'Etat français dans la guerre qui ne dit pas son nom. Un appel empathique et patriotique à l'identification avec les soldats français.

Nous l'avons noté dans un précédent article : certains journalistes ont adopté une attitude tellement va-t-en guerre que l'on se demande parfois s'ils n'ont pas déjà revêtu leur treillis pour aller prendre directement part aux combats. Il semble que jusqu'à présent, aucun d'entre eux n'ait franchi le pas. Mais à l'écrit, certains y sont déjà, et s'expriment comme s'ils étaient membres à part entière de l'état-major français :

« *L'arrivée sur zone du groupe aéronaval constitue donc un renfort important, démultipliant **nos moyens militaires** dans cette partie de la Méditerranée* » (le Parisien, 22 mars) ; « *Jusqu'à présent, aucun avion français n'a été directement menacé par la défense aérienne libyenne, mais **nos appareils** ont été "illuminés" samedi par les radars de poursuite* » (Jean-Dominique Merchet, de Marianne, le 21 mars) ; « *Alors que **nos soldats** sont engagés en Afghanistan, l'ouverture d'un nouveau front terrestre en Libye semble peu probable en cas d'enlèvement du conflit* » (la Dépêche, 22 mars) ; « **Nos Mirage** ont cependant réellement mis le feu à une concentration de chars et de véhicules kadhafiens aux environs de Benghazi » (Guy Sitbon, de Marianne, le 21 mars) ; etc

Au cas où le public ne l'aurait pas compris, « *nous* » sommes en guerre. Ce n'est pas l'armée française qui bombarde la Libye, c'est la France (comme l'ont complaisamment souligné les médias qui, plutôt que de titres sur le déclenchement de la guerre elle-même, ont préféré proclamer à la « *Une* », à grand renfort de « *cocoricos* » que « *la France frappe la première* »). Ce n'est pas l'armée française qui bombarde la Libye, c'est « *notre* » armée. Chacun est ainsi invité à se sentir personnellement concerné et impliqué dans l'offensive en cours. Un rappel à l'ordre patriotique, accompagné de moult articles vantant les mérites et les compétences de « *notre armée* ». A moins qu'il ne s'agisse d'un simple appel au civisme... Pourquoi en douter ? D'ailleurs, « *nos* » journalistes ne manqueront pas, à l'avenir, d'évoquer le destin de « *nos* » professeurs, de « *nos* » magistrats et de « *nos* » chômeurs, lorsqu'ils se mobiliseront à leur tour. Et ils reprendront, comme ils le font avec « *nos* » officiers, le moindre de leurs termes.

« **Sur zone** » - Désigne, dans le langage militaro-médiatique, la localisation de « *nos* » soldats et de « *nos* » armes :

« *L'arrivée **sur zone** du groupe aéronaval constitue donc un renfort important* » (site du Parisien, 22 mars) ; « *Mais le coût des sorties devrait être en partie réduit avec l'arrivée mardi **sur zone** du porte-avions Charles de Gaulle* » (site du Nouvel Obs, 22 mars) ; « *La France dispose d'une centaine de Rafale et Mirage 2000, en plus d'avions de surveillance Awacs. Un porte-hélicoptères de type Mistral était de plus récemment **sur zone*** » (site du Parisien, 20 mars) ; ou encore ce titre, mystérieux pour les non-initiés, sur le site du Berry Républicain : « *Un Awacs français est sur zone dans le ciel libyen* ». Diantre.

L'emploi récurrent de l'expression « **sur zone** » est un exemple parmi d'autres de reprise quasi-automatique de termes du langage militaire. Nouvelle confirmation de ce désolant mimétisme qui pousse nombre de journalistes qui « *couvrent* » les guerres à se prendre pour des militaires en singeant leur vocabulaire. Machinalement ou pour avoir le sentiment de participer à l'effort de guerre ? On ne sait... Mais chacun avouera qu'un tel mimétisme qui n'apporte rien à la précision ou à la qualité

de l'information est symptomatique d'un certain journalisme de guerre, qui se fait même parfois un peu plus militaire que les propos de l'armée elle-même.

« **Propagande** » - Se dit (presque) exclusivement, dans les médias français, des interventions du Colonel Kadhafi et de ses partisans, des informations qu'ils diffusent et des images qu'ils montrent :

« [Kadhafi] va recourir à l'arsenal complet de ses méthodes à la fois terroristes et de **propagande** » (Christian Makarian, site de L'Express, 20 mars) ; « Après les premiers succès militaires, la **propagande** libyenne redouble » (titre d'une dépêche AFP, 11 mars) ; « A l'école de la **propagande** Kadhafi » (titre d'un reportage de Delphine Minoui, du Figaro, 19 mars) ; etc.

Cette distance salutaire (et largement justifiée en l'occurrence) ne s'applique ni aux prises de position des gouvernements impliqués dans l'offensive militaire contre le régime de Kadhafi, ni aux informations distillées par leurs forces armées, ni à leur vocabulaire. Comme s'ils ne relevaient pas eux aussi d'une propagande dont le journalisme de guerre se serait affranchi. Ce dont on est en droit de douter...

Julien Salingue (avec Henri Maler)

Mondialisation.ca, Le 2 avril 2011

Oumna.com

3 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Danielle Bleitrach : La CIA et les vertueux insurgés de Benghazi.

Selon des informations publiées par le New York Times ce mercredi des agents de la CIA ont été déployés en Libye pour contacter les rebelles et guider les attaques de la coalition. On s'en doutait la plupart des « révélations » n'apprennent rien, ni la découverte de qui sont réellement les « rebelles », à commencer par les membres du Conseil de Transition, ni d'ailleurs le fait que la CIA a oeuvré pour guider les insurgés, mais tout cela prend des allures de farce tragique. Etonnez-vous que malgré « la découverte » de la présence de membres d'Al Qaida dans le rang des « vertueux » rebelles, les Etats-Unis ne paraissent pas plus émus que ça. En fait les liens entre employés de la CIA et groupes mercenaires intervenant au nom d'une quelconque déstabilisation locale sont tellement imbriqués que personne ne s'y reconnaît comme en témoigne le portrait d'un agent de la CIA oeuvrant pour la « libération » de la Libye Khalifa Hifter.

Selon le New York Times, les membres de l'office de renseignement des Etats-unis ont été déployés depuis plusieurs semaines « *en petits groupes* » en terre libyenne avec la mission d'établir un contact direct avec les rebelles et de déterminer avec eux les cibles des opérations militaires. On se souvient que la semaine dernière le Daily Mail avait révélé également la présence de forces spéciales britanniques estimées aux alentours de 350. Ce que confirme également le New York Times: « *Des dizaines de membres des forces spéciales britanniques et d'agents de l'espionnage M16 travaillent en Libye* » a dit le journal en notant qu'ils recueillent des informations sur les positions et les mouvements des forces loyales à Kadhafi.

Mais qui sont ces honnêtes citoyens, ces vertueux soutiens des non moins vertueux rebelles dont les avancées et reculades dès que la « coalition » s'arrête de bombarder l'adversaire prend des allures de pantalonnade? Nous avons déjà eu l'occasion de découvrir à la tête du Conseil de Transition l'ex-ministre de la justice de l'affaire des infirmières bulgares et même son tortionnaire, des membres d'Al Qaida... Voici le portrait d'un mercenaire de la CIA Khalifa Hifter qui ressemble plus à Bob Menard le mercenaire, gloire de la francafrique, qu'au Che Guevara.

Samedi , le journal McCaltchy a révélé que Khalifa Hifter, un ex-officier de l'armée de Kadhafi a été envoyé pour diriger les rebelles libyens appuyés par l'ONU, les Etats-Unis et la coalition. Hifter depuis vingt ans vit dans la banlieue de la Virginie « *où il s'est établi mais l'ancien officier de Kadhafi a maintenu des liens avec des groupes restés au pays.* » écrit Chris Adams l'auteur de l'article. Une connaissance de Khalifa a dit à Adams que « *on ne savait pas ce que faisait réellement Hifter pour nourrir sa nombreuse famille* »

D'où il ressort que monsieur Hifter est un agent de la CIA ce qui explique son long séjour en Virginie (le bureau central de la CIA se trouve en Virginie). En 1996, le Washington Post a informé qu'un Colonel Haftar (une variation de Hifter) était arrivé aux Etats-Unis. Et qu'« *il était le leader d'un groupe de « contra » établi aux Etats-Unis, l'Armée dénommée Nationale Libyenne* », a indiqué l'organisation The Wisdom Fund alors.

Ce groupe est appuyé par les Etats-Unis et des installations d'entraînement leur ont été données aux Etats-Unis. Il est probable que le groupe du Colonel Haftar opère en Libye avec la bénédiction de notre gouvernement « souligne le journal. ce n'est pas en France que l'on verrait de telles investigations et pareille impertinence à l'égard de la CIA.

Remarquez les services secrets français ne sont pas en reste dans l'aventure africaine. En 2001, Le Monde Diplomatique a publié un livre intitulé Manipulations Africaines, dans lequel il était signalé que Hifter, alors un colonel de l'armée de Kadhafi, avait été capturé tandis qu'il se battait dans le Tchad aux côtés d'une révolte appuyée par la Libye contre le gouvernement de Hissène Habré, appuyé par les Etats-Unis «Le désert du Front de Salut National de la Libye (LNSF) le

groupe principal antiKadhafi, monté par la CIA. Hifter a organisé à sa propre milice, qui agissait dans le Tchad jusqu'à ce que Habré ait été détruit par un rival appuyé par la France, Idriss Déby, en 1.990» a écrit Patrick Martin.

Le Tchad a servi comme base d'opérations pour déstabiliser la Libye, selon le bulletin français de nouvelles Africaines Confidential. Le 5 janvier 1989 il a révélé que des Etats-Unis et Israël avaient établi une série de bases dans le Tchad et d'autres pays voisins pour entraîner 2.000 rebelles libyens capturés par l'armée du Tchad » a écrit l'auteur de l'article Peter Dale Scott. Faut-il mettre cette information en relation avec celle qui explique qu'Al Qaida portant la mort en Irak agit avec un maximum de Libyens engagés dans ses rangs... Nous n'irons pas jusqu'à lier ce type d'information avec les exclusivités de la chaîne Al Jeezira sur les interventions « opportunes » de Ben Laden, les menaces à la veille de chaque élection étasunienne, on en finirait pas de poser des questions sur qui fait quoi et sur la manière dont est tenté l'utilisation du printemps arabe en voie d'une recomposition profitable aux Etats-unis... Pourquoi un tel engagement alors même que Clinton déclarait le 29 mars « *Les insurgés et leur organisation demeurent un mystère pour nous* », elle ajoutait « *Nous en savons moins sur eux que nous le souhaiterions* »... Bizarre... Bizarre, vous avez dit Bizarre...

Je vous l'ai dit, dès que j'ai vu apparaître Bernard Henri Levy miraculeusement parachuté dans toute sa gloire à Benghazi pour donner leurs lettres de créances aux membres du Conseil de Transition, la CIA n'est pas très loin. Comment imaginer des insurgés arabes appelant à l'aide celui qui est considéré comme le meilleur soutien de l'extrême-droite sioniste, sans un minimum d'entente préalable ? Sarkozy qui décidément n'a rien à refuser non plus aux Etats-unis a oeuvré dans le même sens, passant outre Alain Juppé qui tissait laborieusement la toile de la Ligue arabe, à partir de l'Egypte.

Ceux qui ont cru dans leur innocence que notre pays prenait l'initiative d'une opération humanitaire pour sauver une population civile désarmée ont été pris pour des gogos. En fait, notre président agité compulsif n'était que le déclencheur d'une opération montée de longue date par le parrain étasunien. Même ceux qui ont vu là une opération de veille électorale d'un Sarkozy cherchant à redorer un blason du gouvernement français mis à mal en Tunisie n'ont vu que la pointe de l'iceberg. Ce qu'il convient d'interroger et que symbolisent des gens comme Bernard Henri Levy, Rama Yade - «les hyènes» comme les baptise Marc harpon, un mélange de show Biz, de main mise sur les médias si poussée que seule une alliance étroite entre propriétaires de presse et CIA peut en expliquer la force- est la manière dont la France a désormais perdu son indépendance en organisant l'Union sacrée entre une gauche atlantiste et une droite ralliée avec armes et bagages à la CIA et à l'OTAN. Notons que nous avons une sorte de calque médiatique du jeu de l'Union sacrée politique autour de la république menacée par Marine Le Pen dans le landerneau médiatique avec d'un côté la gauche-droite droit de l'homme à usage sélectif, tous contre Kadhafi pas un mot sur Israël et l'Arabie Saoudite et le repoussoir antisémite Dieudonné, qui par son alliance déconsidère la cause qu'il embrasse et désigne la cible aussi sûrement que pourrait le faire un espion stipendié de la CIA.

Nous sommes avec ces manipulations et petits jeux politiques désormais au niveau international les obligés serviteurs des Etats-Unis entre Israël et la Grande Bretagne. Nos médias sont totalement inféodés, notre personnel politique également, quant à nos intellectuels ils sont aux abonnés absents s'ils ne chassent pas en meute comme les hyènes... .

Danielle Bleitrach

Publié 31 mars 2011

<http://socio13.wordpress.com/2011/03/31/la-cia-et-les-vertueux-insurges-de-benghazi-par-danielle-bleitrach/>

3-2 L'attaque de la Libye ? Un air de déjà vu...

Il n'y a pas à s'illusionner.

L'attaque contre la Libye n'est pas un acte de défense des pauvres civils maltraités par Kadhafi, mais a pour objectif le contrôle des ressources minérales (par exemple le phosphate) et du pétrole, dont les réserves sont non seulement parmi les plus importantes en Afrique mais aussi parmi les meilleures du monde (très peu de soufre). La recette a déjà été appliquée en Serbie. Des pauvres civils en fuite, des télévisions atlantistes qui retransmettent sur les ondes des images de femmes et d'enfants qui pleurent vues seulement d'une partie du front, pendant que l'autre n'a ni femmes ni enfants morts ni déplacés. Après de telles informations, une intervention humanitaire pour tuer ceux qui ne nous plaisent pas et pour corrompre et occuper ceux qui nous plaisent s'impose. Un chef d'Etat comme Kadhafi est devenu seulement maintenant un dictateur, parce qu'hier, on ne savait pas qu'il en fut. A part le fait qu'avant de parler de Kadhafi, il faut définir le terme « dictateur » au vu de la société dont on parle. Notre perception de la vie, en tant qu'Européens, n'est pas la même qu'un Africain. Et ce n'est pas à nous, Européens, de savoir qui a raison mais de laisser chacun respirer l'air qu'il veut dans sa propre maison. Les images et les informations propagées sur nos ondes ne sont pas celles qui sont retransmises dans d'autres parties du monde. Par exemples, ces civils que le président des Etats-Unis, Barack Obama, a défini comme étant « la population libyenne qui devait être protégée », sont des civils qui utilisent des armes automatiques, de l'artillerie légère antiaérienne... armés à partir de l'étranger et aidés par des instructeurs provenant des pays atlantiques, actuellement essentiellement britanniques. La Libye connaît une situation de guerre civile fomentée par l'étranger, guerre dans laquelle l'Occident monte les tribus libyennes les unes contre les autres. La défense de la démocratie n'est donc qu'un prétexte derrière lequel se cache la nécessité d'occuper militairement le pays.

En vérité, la vérité est bien différente de celle représentée par ceux qui répandent la mort en Libye. Les uniques producteurs arabes de pétrole encore hors du contrôle atlantiste sont la Libye, la Syrie (l'un des prochains objectifs des Etats-Unis ou de l'OTAN – c'est du pareil au même) et l'Iran, dont l'agression répond à un souhait à peine dissimulé du monde sioniste. On pourrait se demander pourquoi la Ligue arabe a dans un premier temps pris la défense des attaquants ? On peut se rendre facilement compte que dans cette Ligue se trouvent les plus grands producteurs arabes de pétrole, lesquels ont profité de la

crise libyenne pour augmenter les prix de l'or noir tout en s'appropriant déjà une partie de la participation libyenne à la production. Ces pays donnent ainsi un coup de main à ceux qui créent l'environnement dans lequel ils seront pillés, un jour ou l'autre, à leur tour. La définition de la guerre qu'en fait que le grand écrivain Ernest Hemingway est donc toujours d'actualité : « la guerre est provoquée et faite par les porcs qui en retirent quelque profit ». Mais quand la Ligue arabe s'est rendu compte qu'on allait dépasser le stade des sanctions et tuer d'autres frères musulmans pour des motifs autres que chasser du pouvoir Kadhafi, elle s'est opposée aux raids américains, anglais et français. Les mass media atlantistes se sont dans le même temps mis promptement au service du « Grand Frère » et, au lieu de divulguer des informations avérées, créent des images télévisées aux antipodes de la réalité, se rendant complices d'un crime de guerre parce qu'ils incitent à la haine contre le peuple libyen. Ainsi, la chaîne Al Jazira (sous contrôle américain) relatait depuis des jours l'existence de combats à Tripoli, alors que le reporter militaire serbe de réputation mondiale, Miroslav Lazanski, présent sur les lieux depuis le début, témoigne : « je me suis promené ce matin à travers les rues de la ville, et il n'y avait aucun combat. Tripoli est une ville tranquille ; vendredi est ici le jour de repos hebdomadaire (le 18 mars – NDLR), et seul le marché aux poissons près du port est agité par les cris des vendeurs et des clients. Les fontaines sont en état de marche, et les policiers sont tranquillement installés dans leur voiture aux carrefours. On n'entend pas même un coup de feu ».

Les media pro-atlantistes font au contraire état de désordres. Et il faut désormais s'attendre à un missile de la « coalition » frappant ce marché pour détruire cette image idyllique, avec à la clé un nombre toujours trop important d'innocentes victimes civiles coupables de n'avoir pas accepté la politique d'agression et d'occupation de leur pays. Rien que du déjà vu, en somme. Les Libyens affirment qu'il y a à Benghazi soixante-dix instructeurs militaires britanniques dont la mission est d'aider les rebelles. La télévision libyenne a montré les caisses de munitions destinées aux rebelles en provenance du Qatar ; des entretiens téléphoniques entre les ambassadeurs, américain et britannique, et les chefs de l'opposition à Benghazi ont été radiodiffusés. Les deux ambassadeurs se demandaient dans quelle mesure ils pouvaient les aider. Les objectifs en Libye seront avant tout des postes de commandement libyen près de Tripoli, les radars, les aéroports militaires d'al-Adam et Tripoli, les écoles militaires près de Benghazi et Misurata, et les bases marines de Tripoli, d'al-Khums, de Derna, etc. Et si Kadhafi continue de résister, nous assisterons aux traditionnels « dégâts collatéraux », c'est-à-dire que l'OTAN frappera des objectifs civils, des infrastructures civiles et les civils eux-mêmes, arguant de regrettables erreurs, même si ces « erreurs » avaient été faites à dessein pour éprouver la résistance du peuple et écorner les soutiens qu'a encore indubitablement Kadhafi auprès de lui. N'oublions pas que les citoyens libyens avaient une espérance de vie plus haute que les autres nations arabes environnantes, qu'elles ne payaient pas d'impôts, ni la lumière, ni le gaz, ni l'électricité, qu'un million et demi de travailleurs étrangers étaient venus en Libye pour y trouver du travail qu'ils n'ont maintenant plus. L'essence coûtait jusqu'à aujourd'hui un euro... les 18 litres. Alors, la démocratie, c'est ce type de vie sociale ou bien celle que nous offrent les agresseurs, une démocratie que nous ne connaissons que trop en Europe.

Les Libyens savent qu'ils devront payer après l'occupation otanienne car le pétrole et le gaz ne seront plus leur propriété. Et comment ces agresseurs pensent-ils exporter leur démocratie dans un pays où n'existe aucun parti mais où les chefs de tribu ont un rôle traditionnel ? Et puis, qui a le droit d'imposer à l'autre son propre mode de vie ? Ce sont ces imbéciles qui n'ont jamais lu le Coran ou pis, qui ne le respecte pas ou ne respecte pas la religion musulmane ? Les occidentaux doivent se mettre une bonne fois pour toute en tête que ce qui rend heureux un Parisien fait souvent vomir un Libyen, un Serbe ou un bouddhiste. Le hamburger n'est pas le plat de tout le monde.

La Libye a peu d'arguments militaires face à l'OTAN.

Des missiles russes de grande portée SA-2, SA-5, puis SA-3, SA-6, SA-7, SA-8, SA-9, SA-13 et des missiles français « Crotale ». Des canons antiaériens. En clair, un arsenal militaire sous-dimensionné face à des armées technologiquement bien supérieures. Nous ne savons rien du moral véritable de l'armée libyenne. Mais si cette armée est vraiment décidée à défendre son pays, il faudra s'attendre à des mois de bombardements, du sang versé et une augmentation du prix du pétrole. En clair, une nouvelle crise économique. Ce qui veut dire que les Etats-Unis vont faire porter le poids de cette crise que les épaules des citoyens d'Europe et d'autres continents. C'est l'Oncle Sam qu'il faut tuer !

3-3 Alex Lantier : Des reportages indiquent que les services secrets français ont encouragé les protestations anti-Kadhafi.

Des reportages sont apparus dans les médias européens prétendant que les efforts déployés par les services secrets français pour déstabiliser ou renverser le gouvernement libyen du colonel Mouammar Kadhafi auraient joué un rôle dans les protestations du mois derniers à Benghazi et qui ont finalement mené à la guerre en Libye.

Le Conseil national, un groupe rebelle libyen basé à Benghazi et dirigé par d'anciens responsables du régime, a réclamé des pouvoirs occidentaux un soutien militaire. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le gouvernement français du président Nicolas Sarkozy ont alors lancé une guerre contre la Libye le 19 mars.

Des allégations sur l'implication des services secrets français tournent autour d'un article du journaliste Franco Bechis publié le 23 mars dans le quotidien italien de droite *Libero*, et intitulé « 'Sarko' a manigancé la révolte libyenne. » Il met l'accent sur l'étrange affaire de Nouri Mesmari – ancien chef du protocole de Kadhafi qui s'était enfui à Paris en octobre – et affirme que Mesmari avait mis les

fonctionnaires français en contact avec des officiers de l'armée et des activistes à Benghazi complotant contre Kadhafi.

Bechis s'appuie en grande partie sur des dépêches du portail français de l'intelligence économique *Maghreb Confidential*. Le 21 octobre de l'année dernière, *Maghreb Confidential* avait rapporté que le « chef du protocole de Mouammar Kadhafi, Nouri Mesmari, [était] présentement à Paris après une escale en Tunisie. Normalement, Mesmari ne quitte pas son patron d'une semelle et donc des bruits courent qu'il pourrait avoir rompu ses relations de longue date avec le dirigeant libyen. »

Un influent réformateur pro libre-échange de l'élite dirigeante libyenne, Mesmari a joué un rôle crucial au sein du régime Kadhafi. Il a coordonné les visites en Libye des chefs d'Etat étrangers et leur utilisation de la flotte d'avions privés de la Libye. Il a aussi supervisé les versements d'argent de l'Etat aux enfants de Kadhafi qui sont devenus d'importants dirigeants d'entreprises en Libye en s'octroyant des fonds de l'Etat.

Jeune Afrique, magazine d'informations français sur les affaires africaines, a observé que l'affaire Mesmari « alimente les rumeurs les plus contradictoires. Le 'Guide' [c'est-à-dire Kadhafi] aurait, dit-on, giflé et insulté Mesmari lors du sommet arabo-africain qui s'est tenu à Syrte les 9 et 10 octobre. Ce fut en tout cas la dernière apparition publique de l'intéressé avant que ne filtre, le 22 octobre, l'information selon laquelle il aurait fui pour la France. »

Le 18 novembre, *Maghreb Confidential* écrivait, « Les allées et venues de Nouri Mesmari ont suscité beaucoup de curiosité ces dernières semaines. Le chef du protocole de Mouammar Kadhafi qui semblait être le frère siamois du dirigeant libyen, s'était rendu en France fin octobre, en passant par la Tunisie. Officiellement, Mesmari, qui souffre d'une maladie chronique, était venu à Paris pour subir une intervention chirurgicale. Sa femme et sa fille lui avaient en effet rendu visite et résider un temps à l'Hôtel Concorde Lafayette de Paris. Il a été perdu de vue depuis. Mesmari qui voudrait prendre sa retraite est l'un des plus proches confidents de Kadhafi et connaît parfaitement tous ses secrets. »

Le même jour, *Maghreb Confidential* faisait état de pourparlers entre des opérateurs français et américains du marché du blé – dont France Export Céréales, FranceAgrimer, des managers de Soufflet, de Louis Dreyfus, de Glencore, de Cani Céréales, Cargill et Conagra – et les moulins d'Etat libyen. Ceux-ci incluaient le Moulin à farine national & Cie à Benghazi et la Compagnie des Moulins à farine & à Fourrage à Tripoli.

La classe dirigeante française était déterminée à développer sa part de marché en Libye. Avant la visite du 14-17 décembre – des banques française Crédit Agricole et Société Générale, les firmes d'ingénierie Alstom et Thales, le groupe Lafarge [matériaux de construction] – *Maghreb Confidential* écrivait : « Les firmes françaises sont déterminées à grimper dans la hiérarchie des partenaires commerciaux de la Libye. L'Italie est actuellement le numéro un, avec la Chine arrivant en deuxième position et la France loin derrière au sixième rang. »

Mais, selon Bechis, ces visites ont fourni un prétexte aux responsables de l'armée française pour sonder l'opposition des militaires libyens.

Fait intéressant, la visite du négoce du blé avait été initialement prévue en octobre, mais les fonctionnaires français l'avaient reportée à novembre, en mentionnant les grèves d'octobre dans les terminaux pétrolier en France. Ceci a signifié que la visite a eu lieu après la signature finale du 2 novembre de l'alliance militaire entre la Grande-Bretagne et la France, les deux principales puissances qui bombardent la Libye.

L'alliance franco-britannique comprenait un accord pour effectuer un long exercice de bombardement du 21 au 25 mars, portant le nom de code « Southern Mistral » (Mistral du Sud), et ressemblant au bombardement à longue distance de la Libye qui a débuté le 19 mars. L'opération a été annulée en raison du déclenchement de la guerre.

Selon le site Internet de l'armée de l'air française Southern Mistral, « La France et la Grande-Bretagne ont signé le 2 novembre 2010 des accords sans précédent sur la défense et la sécurité. L'opération franco-britannique Southern Mistral qui s'inscrit dans le cadre de ces accords devrait se dérouler du 21 au 25 mars 2011 sur plusieurs bases aériennes françaises. A cette occasion, les forces françaises et britanniques effectueront des missions aériennes de type COMAO (Composite Air Operation, [missions aériennes combinées]) et un raid aérien spécifique (Southern Storm, Tempête du Sud) en vue de délivrer une frappe conventionnelle à très longue distance. (Retraduit de l'anglais)

En commentant la visite de négoce du blé de novembre, Bechis écrit que « sur le papier, il s'agi[ssai]t d'une mission commerciale française pour essayer d'obtenir à Benghazi de juteux contrats. Mais, des militaires français se trouv[ai]ent aussi dans le groupe, déguisés en hommes d'affaires. A Benghazi, ils vont rencontrer, Abdallah Gehani, un colonel de l'aviation libyenne. Il est au-dessus de tout soupçon, mais l'ancien chef du protocole de Kadhafi a révélé qu'il était prêt à désertir et qu'il avait aussi de bons contacts dans les cercles dissidents tunisiens. L'opération est menée en grand secret, mais quelque chose filtre jusqu'aux hommes les plus proches de Kadhafi. Le colonel se doute de quelque chose. »

Le 28 novembre, Kadhafi a lancé un mandat d'arrêt international à l'encontre de Mesmari pour détournement de fonds et Mesmari a été arrêté le lendemain en France.

Lors de sa garde à vue, il aurait fourni des informations extensives sur la Libye au gouvernement français. *Maghreb Confidential* avait écrit le 9 décembre, « Craignant pour sa vie, Mesmari a demandé l'asile politique. Officiellement, la Libye affirme qu'il a détourné de l'argent. Jadis, un proche de Mouammar Kadhafi, il a été décrit comme le « WikiLeaks libyen » en raison de tout ce qu'il sait sur le régime. S'attendant à ce que d'autres fassent défection, Tripoli a confisqué les passeports de plusieurs fonctionnaires, dont le ministre des Affaires étrangères, Moussa Koussa, qui fait également l'objet d'une enquête pour fraude. »

Mais, le 15 décembre, la cour d'appel de Versailles relâche Mesmari, en jugeant que sa détention était « irrégulière. » Après sa libération, Mesmari est descendu dans une sélection d'hôtels de luxe à Paris, sous la protection du gouvernement français.

Au cours du mois suivant, une série de fonctionnaires libyens ont été envoyés à Paris pour faire revenir Mesmari en Libye. Bechis écrit, « Le 16 décembre, c'est Abdallah Mansour, le chef de la télévision libyenne qui essaie. Les autorités françaises l'arrêtent dans le hall d'entrée de l'hôtel [Concorde Lafayette]. Le 23 décembre, d'autres Libyens arrivent à Paris : Farj Charrani, Fathi Boukhris et All Ounes Mansouri. » Ceux-ci seraient des membres du mouvement anti-Kadhafi lancé le 17 février à Benghazi.

En janvier, la situation devenait plus tendue en Libye alors que les protestations de la classe ouvrière s'étendaient partout dans le pays voisin, en Tunisie, en forçant le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali à démissionner le 14 janvier.

Le fils de Kadhafi, Moatassim, a passé une semaine à Paris en tentant en vain de convaincre Mesmari de revenir en Libye : « Moatassim Kadhafi, a quitté Paris bredouille le 5 février. Le fils de Mouammar Kadhafi qui séjournait depuis fin janvier à l'hôtel de luxe Bristol, n'a pas réussi à persuader Nouri Mesmarai de rentrer au pays. L'ancien chef du protocole de Kadhafi, Mesmari se trouvait officiellement à Paris pour des raisons médicales mais fut brièvement interpellé par les autorités françaises après le lancement du mandat d'arrêt international à son encontre. Tout en affirmant que 'tout a à présent été résolu', Mesmari semble peu disposé à rentrer sans disposer de 'garanties' à toute épreuve. »

Comme le régime Kadhafi prenait des mesures de sécurité de plus en plus extensives, il a arrêté l'homme nommé par Bechis comme le principal contact de la France à Benghazi, le colonel Abdallah Gehani. Le 27 janvier, *Maghreb Confidential* a rapporté, « Le général Aoudh Saati, chef du service de renseignement dans l'Est de la Libye (Benghazi), une région historiquement rebelle, a reçu l'ordre d'écraser toute manifestation de solidarité avec la révolution tunisienne. Le gouvernement central reproche à certains officiers de perdre trop de temps sur les réseaux sociaux de l'Internet qui ont tendance à propager des protestations. Plusieurs officiers ont été arrêtés, dont le colonel des forces aériennes Abdallah Gehani. »

Le 17 février, *Maghreb Confidential* a écrit, « Benghazi est depuis longtemps une épine dans le pied du colonel Kadhafi. La deuxième ville 'égyptienne' de la Libye est historiquement un foyer de la rébellion et elle est à la hauteur de sa réputation. Sur huit activistes arrêtés ces derniers jours, six appartiennent au mouvement du 17 février, nommé d'après la répression sanglante contre les manifestants anti-gouvernement à Benghazi du 17 février 2006. Ceux sont Farj Charrani, Fathi Boukhris, Ali Ounes Mansouri, Safiddin Hilal Sahrif, Jalal Kouafi et, bien sûr, [Jamal] Al Hajji »

Le commentaire de Bechis, « Mais c'était trop tard: Gehani avait déjà préparé une révolte avec les Français à Benghazi. »

Alex Lantier

31 mars 2011

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Manlio Dinucci : Quand la guerre devient « culture de la défense ».

Alors que l'Italie participe à la guerre en Libye, cinquième en deux décennies (après le Golfe persique, le Balkans, l'Afghanistan et l'Irak) arrive au Sénat, après avoir été approuvée par la Chambre des députés, la proposition de loi « pour la promotion et la diffusion de la culture de la défense ».

La phrase obligée ajoutée au titre -« à travers la paix et la solidarité »- ne change pas la substance : toutes les guerres désormais sont de « peacekeeping » (*maintien de la paix NdT*) et « humanitaires ».

La finalité de la loi est de « rendre les citoyens conscients des politiques de sécurité et de défense de la nation et de l'action des Forces armées » et de faire en sorte que « les administrations publiques promeuvent des initiatives sur les thèmes concernant la culture de la défense », dans les écoles surtout, dans le cadre de la « Journée du souvenir des militaires et civils tombés dans les missions internationales pour la paix » (12 novembre). A cette fin on institue, auprès du Ministère de la défense, le « Comité pour la culture de la défense ».

La loi, depuis le 30 mars à la commission défense du Sénat, est le produit d'une large entente *multipartisan* (Pd, Idv, Pdl, Lega).

Comme l'a souligné l'on. Federica Mogherini Rebesani (Pd) le 7 mars à la Chambre, elle offre « l'opportunité de combler une apparente, grave et fausse opposition entre la culture de la défense et la culture de la paix et de la solidarité, de dépasser un lieu commun qui veut opposer aujourd'hui le monde et l'action militaire à ce que nous appellerons en simplifiant le pacifisme ».

Ces pacifistes « simplifiés » qui sont aujourd'hui dans la rue contre la guerre n'ont pas dépassé le « lieu commun »

- Edition de samedi 2 avril 2011 de **il manifesto**
- <http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/02-Aprile-2011/art.>
- Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

31 Mars 2011

François Bonnet journaliste

4-2 Massimo Zucchetti : Libye : impact des missiles de croisière à l'uranium appauvri.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Le soutien militaire aux putschistes de Benghazi contre "le dictateur de Tripoli" s'effectue au détriment des populations civiles.

Environ 1 missile guidé sur 10 échappe au contrôle et s'écrase au hasard de la zone ciblée.

Mais tous les missiles, qu'ils aient une tête revêtue d'uranium appauvri ou qu'ils aient uniquement leurs stabilisateurs à l'uranium appauvri polluent la zone. Ainsi, ce bombardement prétendument « humanitaire » tuera dans les années à venir des milliers de civils, indique le professeur Massimo Zucchetti.

Les questions concernant l'uranium appauvri et sa toxicité ont parfois, ces dernières années, débordé du champ de la science. L'auteur s'occupe de radioprotection depuis une vingtaine d'années et d'uranium appauvri depuis 1999. Après une expérience de publication de travaux scientifiques dans des revues, actes de colloques internationaux et conférences en Italie sur l'uranium appauvri, cet article essaie de dresser une estimation de l'impact environnemental et sur la santé de l'emploi d'uranium appauvri dans la guerre de Libye (2011). Des informations concernant son utilisation sont parues dans les organes d'information depuis le début du conflit [1].

Par ses caractéristiques physiques spécifiques, en particulier sa densité qui le rend extrêmement pénétrant, mais aussi son faible coût (l'uranium appauvri coûte à la production environ 2 \$ au kilo) et la difficulté de le traiter en tant que déchet radioactif, l'uranium appauvri a trouvé d'excellentes modalités d'utilisation dans le domaine militaire.

S'il est traité de façon adéquate, l'alliage U-Ti (Uranium-Titane) constitue un matériau très efficace pour la construction de pénétrants à énergie cinétique, des barres métalliques denses qui peuvent perforer un blindage quand elles sont tirées sur lui à vitesse élevée.

Le processus de pénétration pulvérise la plus grande partie de l'uranium qui explose en fragments incandescents (combustion violente à presque 5 000° C) quand il atteint l'air de l'autre côté du blindage perforé, en augmentant l'effet de destruction.

Cette propriété est appelée *pyrophoricité*, c'est par exemple une caractéristique du soufre des allumettes. Donc, outre sa densité élevée, la pyrophoricité augmente l'intérêt de l'uranium appauvri dans diverses applications, en particulier comme arme incendiaire (API : Armour Piercing Incendiary, c'est-à-dire pénétrateur incendiaire de blindage).

Enfin, dans la phase d'impact sur l'objectif, la relative dureté de l'uranium appauvri (en alliage avec le titane) fournit au projectile des capacités auto-affilantes : en d'autres termes, le projectile ne « s'aplatit pas » contre le blindage qu'il doit

pénétrer en formant une « tête plate » —comme le fait par exemple un projectile de plomb—, mais garde sa forme fuselée jusqu'à la fragmentation complète, sans donc perdre ses propriétés de pénétration. Sur le champ de bataille, l'uranium appauvri a été employé dans la Guerre du Golfe de 1991, pendant les bombardements OTAN/ONU sur la République Serbe de Bosnie en septembre 1995 ; sur la Yougoslavie au printemps 1999 ; dans notre siècle, pendant l'attaque contre l'Afghanistan puis, encore, en Irak en 2003.

L'utilisation de dispositifs à l'uranium appauvri dans les guerres de Somalie et Bosnie centrale et centre-orientale (surtout dans de larges zones autour de Sarajevo) dans les années 1990, en Palestine et dans les polygones de tir de la compétence des forces militaires de l'OTAN, est pour le moment incomplètement documentée [2].

Parmi les armements qui emploient de l'uranium appauvri, citons aussi le missile de croisière *Tomahawk* dont l'utilisation pendant la guerre des Balkans du printemps 1999 —bien que non reconnue par l'OTAN— a été confirmée par ce qui a été retrouvé sur place et par des sources de l'Union européenne [3].

Par ailleurs, dans le décalogue des officiers, remis à tous les hommes en uniforme expédiés au Kosovo, se trouvaient des recommandations à suivre à la lettre, concernant la présence d'uranium appauvri sur le territoire et en particulier dans les missiles *Tomahawk*. L'introduction indique ceci : « *Les véhicules et matériels de l'armée serbe au Kosovo peuvent constituer une menace contre la santé des militaires et des civils qui pourraient être à leur contact. Les véhicules et les équipements trouvés détruits, endommagés ou abandonnés doivent être inspectés et manipulés seulement par du personnel qualifié. Les dangers peuvent dériver de l'uranium appauvri en conséquence des dommages dus à la campagne de bombardements OTAN, relativement aux engins touchés directement ou indirectement. En outre, les collimateurs contiennent du tritium et les instruments et indicateurs peuvent être traités au vernis radioactif, dangereux pour ceux qui accèderaient à ces engins pour les inspecter* ». Suivent des conseils sur comment éviter l'explosion à l'uranium appauvri. Textuellement : « *Évitez tout engin ou matériel que vous suspectez avoir été frappé par des munitions contenant de l'uranium appauvri ou des missiles de croisière Tomahawk. Ne pas ramasser ou collecter des munitions à l'uranium appauvri trouvées sur le terrain. Informez immédiatement votre commandement sur l'aire que vous jugez contaminée. Où que vous soyez, délimitez la zone contaminée avec n'importe quel matériel trouvé sur place. Si vous vous trouvez dans une zone contaminée mettez, au minimum, le masque et les gants de protection. Procédez à la meilleure hygiène personnelle. Lavez fréquemment votre corps et vos vêtements* ».

Les évaluations sur la quantité d'uranium appauvri utilisée dans les missiles divergent. En particulier, elles varient, selon les diverses sources, entre des valeurs autour de 3 kg jusqu'à environ 400 kg. Voir en note la compilation des diverses sources qu'on peut trouver à ce sujet, assez importante pour faire une estimation de l'impact environnemental [4].

Les démentis prévisibles sur la présence d'uranium dans ces missiles peuvent être comparés à la compilation rapportée en bas de page, ainsi qu'aux sources d'origine militaire [5].

Cette grande variabilité dans les données peut facilement être expliquée. Certains missiles de croisière sont à tête lestée à l'uranium appauvri, d'autres non. Ces autres aussi, cependant, ont de l'uranium appauvri : non pas dans la tête du missile, mais dans ses ailes, comme stabilisateur pendant le vol.

Nous pouvons alors définir deux cas :

Hypothèse haute : missile de croisière à l'uranium dans la tête du missile. Nous retenons 400 kgs d'uranium appauvri ;

Hypothèse basse : missile de croisière qui n'a PAS d'uranium dans la tête. Nous retenons 3 kg de DU d'uranium appauvri sur les ailes.

Calcul de l'impact environnemental et sur la santé.

Dans la vaste littérature consacrée par l'auteur au problème de l'uranium appauvri [6] avait déjà été abordé un calcul de contamination radioactive à l'uranium imputable aux missiles de croisière : en particulier ceux lancés contre la Bosnie en 1995. L'étude est consultable aussi sur Internet, ainsi que dans la revue scientifique *Tribuna biologica e Medica* [7] [8].

Si l'on reprend les modèles utilisés dans l'article cité, on peut déduire quelle est la situation sur le terrain, sur les lieux d'inhalation, avec un calcul destiné seulement à préciser si, au moins dans un cas réaliste, l'ordre de grandeur des doses en jeu ne permet pas de négliger le problème.

Considérons l'impact d'un missile de croisière *Tomahawk* qui porte 3 kg (meilleur cas) ou 400 kg (pire cas) d'uranium appauvri.

L'impact produit un nuage de détritits de dimension variable, après combustion violente à environ 5 000° C. Les grains de poussière sont, comme on l'a dit, composés de particules de dimensions de l'ordre du micron [0.5 - 5]. De 500 à 1 000 mètres de l'impact on peut respirer des nuages de densité suffisante pour causer des doses significatives, composées de particules qui ont une masse d'environ 0.6 à environ 5 nanogrammes (6-50 x 10-10gr.). Une estimation a été effectuée selon le code de calcul de doses GEN II [9], en négligeant les effets dus à l'incendie et en considérant seulement l'exposition pour une inhalation d'une heure due à la dispersion simple du matériau, sans considérer certains facteurs qui pourraient faire ultérieurement augmenter l'exposition. En une heure on peut inhaler des grains de poussière radioactifs provenant du nuage en quantité déjà notables.

Il convient de tenir compte du fait que de nombreux fluides-dynamiques du corps atmosphérique (direction et vitesse du vent, gradient vertical de la température, etc.) peuvent causer, dans des angles solides relativement petits, des concentrations de polluant de plusieurs ordres de grandeur supérieurs même à ceux qu'on aurait avec un calcul de dispersion uniforme, qui n'est pas compatible avec ce scénario. Le groupe critique, dans ce cas, se trouve être justement ces personnes « touchées » par le nuage de grains de poussière.

Un missile qui atteint l'objectif peut prendre feu et répandre des poussières oxydées dans l'environnement, selon l'estimation

des probabilités qui sera faite dans ce travail.

Environ 70 % de l'uranium appauvri contenu dans les missiles dont on suppose, étant « intelligents », qu'ils vont toujours au but, brûle. La moitié environ sont des oxydes solubles.

La granulométrie des particules constituant la poudre d'oxyde d'uranium appauvri appartient totalement aux poussières respirables, et des poussières ultrafines sont aussi créées. En particulier, le diamètre des particules est dans ce cas plus fin par rapport aux poussières d'uranium d'origine industrielle, communes dans le milieu de l'industrie nucléaire. On parle ici de la grande majorité des poussières contenue dans le range [1-10] micron, avec une partie significative de diamètre inférieur au micron.

Pour ce qui concerne le destin des poussières de DU dans le corps humain, la voie d'absorption principale est —on le sait— l'inhalation. Comme on l'a dit, une partie des poussières sont solubles et les autres sont insolubles dans les fluides corporels. Étant données les caractéristiques des oxydes d'uranium appauvri d'origine militaire, il convient de relever de quelle manière leur comportement diffère par rapport aux poussières industrielles d'uranium. On peut en tous cas encore supposer, selon l'IRCP [10] qu'environ 60 % de ce qui est inhalé se dépose dans l'appareil respiratoire, le reste étant expiré.

On peut retenir que 25 % environ des particules de diamètre aux alentours d'1 micron sont retenues pendant une longue période dans les poumons, tandis que le reste se dépose dans les voies aériennes supérieures, passe dans l'appareil digestif et de là est éliminé pour la plus grande part à travers les voies urinaires, pendant que de petites parties vont s'accumuler dans les os.

Des 25 % de microparticules restées dans les poumons, la moitié environ se comporte comme un matériau de classe M selon l'ICRP, c'est-à-dire qu'elle est soluble lentement dans les fluides corporels, alors que le reste est insoluble.

Ce type de comportement et d'exposition n'a été étudié dans aucune situation précédente d'exposition à des alfas émetteurs dans les poumons, rencontrées en milieu civil. La modalité d'exposition est ainsi très différente de celles sur la base desquelles on a recueilli les équivalences doses-dommages en radioprotection.

Il n'est donc pas du tout correct —bien que cela constitue un point de référence— d'extrapoler des évaluations de risque par exposition à ce type de micropoussières radioactives depuis des données recueillies pour les mineurs d'uranium, ni même évidemment pour les personnes gravement irradiées de Hiroshima et Nagasaki. Les standards de radioprotection de l'ICRP se fondent sur ces seules expériences, et par conséquent peuvent aboutir à des sous-estimations du risque dans ce cas.

Quand on passe ensuite à d'autres types de toxicité que celle radiologique, il est alors plausible que :

vue la composante fine et ultrafine des poussières d'uranium appauvri d'origine militaire,
vue la toxicité chimique de l'uranium,

la contamination environnementale par des oxydes d'uranium appauvri d'origine militaire ait une toxicité et chimique et radiologique : il faut évaluer l'effet synergique de ces deux composantes.

En d'autres termes, la radioactivité et la toxicité chimique de l'uranium appauvri pourraient agir ensemble en créant un effet « cocktail » qui augmente ultérieurement le danger.

On fera ensuite ressortir le fait que le climat aride de la Libye favorise la dispersion dans l'air des particules d'uranium appauvri, qui pourront être respirées par des civils pendant des années. Le mécanisme principal d'exposition à moyen-long terme concerne la re-suspension de poussières et leur conséquente inhalation.

La méthodologie et les résultats relatifs à ce modèle ont déjà été publiés dans d'autres travaux de l'auteur [11] auxquels on renvoie ici. Ne sont ici mises en évidence que les applications et variations au modèle appliqué et déjà publié, et en particulier :

le calcul d'engagement (semi vie, NdT) de dose est à 70 ans et non plus à 50 ans, selon ce qui est recommandé par l'ICRP.

On a utilisé des données actuellement approchées sur la distribution de la population autour des points d'impact, qui tiennent aussi compte de l'utilisation principale des projectiles à l'uranium appauvri dans des zones peuplées.

Les résultats du modèle peuvent être résumés ainsi :

CEDE (*Committed effective dose equivalent*) (Dose collective) : 370 mSvp in 70 y, pour 1 kg d'uranium appauvri oxydé et répandu dans l'environnement.

CEDE annuelle maximale dans la première année (76 mSvp), puis la seconde année (47 mSvp) et la troisième (33mSvp).

La voie d'exposition est entièrement par inhalation des poussières. Les poumons sont l'organe cible (97,5 % de la contribution à la CEDE).

Parmi les nucléides responsables, 83 % de la CEDE l'est par U238 et 14 % par U234.

En ce qui concerne la quantité totale d'uranium appauvri oxydé répandu dans l'environnement, on part pour cette évaluation des données rapportées par la presse internationale : au premier jour de guerre, le Pentagone déclare avoir tiré avec les Britanniques 112 missiles de croisière sur le sol libyen [12]. Combien de missiles seront lancés avant la fin de la guerre ? Comme il ne nous est pas possible de le savoir, nous baserons notre hypothèse sur 1 000 missiles lancés, aussi quoi qu'il advienne le lecteur pourra facilement estimer l'impact environnement et sanitaire par une simple règle de trois en fonction du nombre exact de missiles tirés.

Si tous les missiles étaient « dépourvus » d'uranium appauvri sur leurs têtes, on aurait de toutes façons une quantité de : $1000 \times 3 = 3000 \text{ kg} = 3 \text{ tonnes}$ d'uranium appauvri (meilleur cas).

Si tous les missiles avaient un tête à l'uranium appauvri, nous aurions une quantité jusqu'à 400 000 kg, soit 400 tonnes d'uranium appauvri.

On confrontera cette donnée avec les 10-15 tonnes d'uranium appauvri lancées au Kosovo en 1999 pour en évaluer la gravité. Supposons qu'environ 70 % de l'uranium brûle et soit répandu dans l'environnement, arrivant ainsi à une estimation de la quantité d'oxydes d'uranium appauvri égale à environ 2,1 tonnes (meilleur cas) et 280 tonnes (pire cas).

Ceci permet d'estimer par conséquent une CEDE (dose collective) pour toute la population équivalente à :

meilleur cas : $370 \text{ mSvp/kg} \times 2 \text{ } 100 \text{ kg} = 780 \text{ Svp environ}$. - pire cas : $370 \text{ mSvp/kg} \times 280 \text{ } 000 \text{ kg} = 104 \text{ } 000 \text{ Svp environ}$.

Nous rappelons qu'il n'est pas correct —bien que cela constitue un point de référence— d'extrapoler des évaluations par exposition à ce type de micropoussières radioactives à partir des standards de radioprotection de l'ICRP, qui sont ceux adoptés par le code GEN II.

Si toutefois nous appliquons aussi ici le coefficient de 6 % Sv-1 pour le risque d'apparition de tumeurs, nous obtenons environ :

meilleur cas : environ 50 cas de tumeurs de plus, prévues en 70 ans.

pire cas : environ 6 200 cas de tumeurs de plus, prévues en 70 ans.

Conclusions

Les risques d'exposition à l'uranium appauvri de la population libyenne à la suite de l'utilisation de ce matériau dans la guerre de 2011 ont été évalués selon une approche la plus large possible, en essayant de tenir compte de certains résultats récents d'études dans ce secteur.

Ce type d'exposition n'a été étudié en aucune situation précédente d'exposition à des alphas récepteurs dans les poumons, rencontrés en milieu civil.

Toutefois, l'évaluation faite des doses et du risque conséquent aux deux situations (missiles « sans uranium » ou « avec uranium ») permet de tirer certaines conclusions.

Dans le premier cas (meilleur cas) le nombre de tumeurs attendues est très exigu et absolument pas significatif du point de vue statistique. Cette difficulté statistique — comme il est presque inutile de remarquer — n'a rien à voir avec une absolue de ce type de pratique, avec son acceptation, ou moins encore avec une assertion d'importance faible, voire d'innocuité. Dans le second cas (pire cas), par contre, nous sommes face à un nombre d'apparition de tumeurs de l'ordre de plusieurs milliers. Celles-ci pourraient clairement être relevables à un niveau épidémiologique et soulèvent, sans aucun doute, une forte préoccupation.

Il convient, de ce fait, que les armées qui bombardent la Libye clarifient par des preuves certaines, et non par des assertions de commodité, la présence ou pas, et en quelles quantités, d'uranium appauvri dans leurs missiles. Dans le passé, il y a eu des « démentis officiels » de la présence d'uranium dans les missiles de croisière, mais ceux-ci provenant de milieux militaires, l'auteur se permet de les considérer, pour le moins, avec une certaine prudence.

Sur la base des données qui sont à notre disposition, les estimations sur l'évolution des cas de tumeurs dans les prochaines années en Libye, à cause de cette pratique totalement injustifiée, sont absolument préoccupantes. La discussion sur l'incidence relative de chacun des agents tératogènes utilisés dans une guerre (chimiques, radioactifs, etc.) nous semble —à un certain niveau— peu significative et même, qu'on nous le permette en conclusion, peu respectueuse d'une donnée de fait : les morts en Libye à cause de cette attaque dépassent et dépasseront de loin n'importe quel chiffre qui puisse un jour être défini comme « le prix à payer ».

Il est important, enfin, de recueillir des données et des études —et il y en a beaucoup— dans le domaine des effets des « nouvelles guerres » sur l'homme et l'environnement ; il faut montrer comment nos armes modernes, nullement chirurgicales, produisent des dommages inacceptables ; il faut étudier ce qu'ont causé, aux hommes et à l'environnement qui les ont subies, les guerres « humanitaires » à partir de 1991.

[1] « [Uranio impoverito nei Tomahawk sulla Libia](#) », Contropiano, 20 mars 2011.

[2] Zajic V.S., 1999. *Review of radioactivity*, « [Military use and health effects of DU](#) » ; Liolos Th. E.(1999), « Assessing the risk from the Depleted Uranium Weapons used in Operation Allied Forces », *Science and Global Security*, Volume 8:2, pp.162 (1999) ; Bukowski, G., Lopez, D.A. and McGehee, F.M., (1993) « Uranium Battlefields Home and Abroad : Depleted Uranium Use by the U.S. Department of Defense » March 1993, pp.166, published by *Citizen Alert and Rural Alliance for Military Accountability*.

[3] Satu Hassi, Ministre de l'Environnement Finlandais, a envoyé une lettre à ses collègues de l'UE. Il y indique que la plus grande partie des 1 500 missiles tirés sur la Serbie, Kosovo compris, contenaient environ 3 kg chacun d'uranium appauvri. Le ministre, entre autres choses dans cette lettre, lance un appel à la Commission européenne et à ses collègues ministres de l'environnement pour prendre des initiatives en faveur du bannissement de l'UA.

[4] Sources diverses sur la présence et la quantité d'uranium appauvri dans les missiles de croisière *Tomahawk* : « [Known & suspected DU weapon systems](#) » in « [Depleted Uranium weapons 2001-2002](#) », ([Téléchargement](#)).

« [The use of depleted uranium bullets and bombs by NATO forces in Yugoslavia](#) ». Nadir.org, décembre 1996.

« [Alcune testi e fatti sull'uranio impoverito, sul suo uso nei balcani, sulle conseguenze sulla laute di militari e popolazione](#) », Comitato Scienziati e Scienziati contro la guerra, 9 janvier 2001.

« [Depleted Uranium Weapons & the New World Order](#), International Coalition to Ban Uranium Weapons.

« [About 100 cruise missiles fired at targets in Afghanistan \(Interfax\)](#), « [NATO using depleted uranium weapons](#) » (*Sunday Herald*).

« [Pentagon Dirty Bombers : Depleted Uranium in the USA](#) », par Dave Lindorff, Atlantic Free Press, 28 octobre 2009.

« [Review of Radioactivity, Military Use, and Health Effects of Depleted Uranium](#) », par Vladimir S. Zajic, 1999.

« [Depleted uranium : Recycling death](#) », Uranium medical research center, *Progressive Review*.

- « [Radiation in Iraq Equals 250,000 Nagasaki Bombs](#) », par Bob Nichols, *Online Journal*, 3 août 2004.
- « [Depleted uranium : ethics of the silver bullet](#) », par Iliya Pesic, Santa Clara University.
- [5] « While the US Navy claims that they have replaced the MK149-2 Phalanx round with a DU penetrator by the MK149-4 Phalanx round with a tungsten penetrator (with the DU round remaining in the inventory), new types of DU ammunition are being developed for other weapons systems, such as the M919 rounds for Bradley fighting vehicles. Depleted uranium is also placed into the tips of the Tomahawk land-attack cruise missiles (TLAM) during test flights to provide weight and stability. The TLAM missile has a range of 680 nautical miles (1,260 km) and is able to carry a conventional warhead of 1000 lb. (454 kg). Older warheads were steel encased. In order to increase the missile range to 1,000 nautical miles (1,850 km), the latest Tomahawk cruise missiles carry a lighter 700 lb. (318 kg) warhead WDU-36 developed in 1993, which is encased in titanium with a depleted uranium tip. »
- [6] - M. Zucchetti, 'Measurements of Radioactive Contamination in Kosovo Battlefields due to the use of Depleted Uranium Weapons By Nato Forces', Proc. 20th Conf. of the Nuclear Societies in Israel, Dead Sea (Israel), dec. 1999, p.282.
- M. Cristaldi, A. Di Fazio, C. Pona, A. Tarozzi, M. Zucchetti "Uranio impoverito (DU). Il suo uso nei Balcani, le sue conseguenze sul territorio e la popolazione", *Giano*, n.36 (sett-dic. 2000), pp. 11-31.
- M. Zucchetti, "Caratterizzazione dell'Uranio impoverito e pericolosità per inalazione", *Giano*, n.36 (sett-dic. 2000), pp. 33-44.
- M. Cristaldi P. Angeloni, F. Degrassi, F. Iannuzzelli, A. Martocchia, L. Nencini, C. Pona, S. Salerno, M. Zucchetti. "Conseguenze ambientali ed effetti patogeni dell'uso di Uranio Impoverito nei dispositivi bellici". *Tribuna Biologica e Medica*, 9 (1-2), Gennaio-Giugno 2001 : 29-41.
- M. Zucchetti, "Military Use of Depleted Uranium : a Model for Assessment of Atmospheric Pollution and Health Effects in the Balkans", 11th International Symposium on "Environmental Pollution And Its Impact On Life In The Mediterranean Region", MESAEP, Lymassol, Cyprus, October 2001, p.25.
- M. Zucchetti "Some Facts On Depleted Uranium (DU), Its Use In The Balkans And Its Effects On The Health Of Soldiers And Civilian Population", Proc. Int. Conf. NURT2001, L'Avana (Cuba), oct. 2001, p.31.
- M. Zucchetti, M. Azzati "Environmental Pollution and Population Health Effects in the Quirra Area, Sardinia Island (Italy)", 12th International Symposium on Environmental Pollution and its Impact on Life in the Mediterranean Region, Antalya (Turkey), October 2003, p. 190, ISBN 975-288-621-3.
- M. Zucchetti, R. Chiarelli 'Environmental Diffusion of DU. Application of Models and Codes for Assessment of Atmospheric Pollution and Health Effects', Convegno 'Uranio Impoverito. Stato delle Conoscenze e Prospettive di Ricerca', Istituto Superiore di Sanità (Roma) Ottobre 2004.
- R. Chiarelli, M. Zucchetti, 'Effetti sanitari dell'uranio impoverito in Iraq', Convegno '[La Prevenzione Primaria dei Tumori di Origine Professionale ed Ambientale](#)', Genova, Novembre 2004.
- R. Chiarelli, M. Zucchetti, 'Applicazione di modelli e codici di dose alla popolazione alla dispersione ambientale di Uranio impoverito', Convegno '[La Prevenzione Primaria dei Tumori di Origine Professionale ed Ambientale](#)', Genova, Novembre 2004.
- M. Zucchetti, "Environmental Pollution and Population Health Effects in the Quirra Area, Sardinia Island (Italy) and the Depleted Uranium Case", *J. Env. Prot. And Ecology* 1, 7 (2006) 82-92.
- M. Zucchetti, "Scenari di esposizione futura In Iraq : convivere con l'uranio impoverito" in : M.Zucchetti (a cura di) "Il male invisibile sempre più visibile", Odradek, Roma, giugno 2005, pp. 81-98.
- M. Zucchetti, "Uranio impoverito. Con elementi di radioprotezione ed utilizzo delle radiazioni ionizzanti", CLUT, Torino, febbraio 2006. ISBN 88-7992-225-4.
- M. Zucchetti "Depleted Uranium", European Parliament, Giethoorn Ten Brink bv, Meppel (Holland), 2009. ISBN 978-90-9024147-0.
- [7] « [Alcune testi e fatti sull'uranio impoverito, sul suo uso nei balcani, sulle conseguenze sulla laute di militari e popolazione](#) », Comitato Scienziati e Scienziati contro la guerra, 9 janvier 2001. op. cit.
- [8] Cristaldi M. et al., Conseguenze ambientali ed effetti patogeni dell'uso di Uranio Impoverito nei dispositivi bellici. *Tribuna Biologica e Medica*, 9 (1-2), Gennaio-Giugno 2001 : 29-41.
- [9] Il s'agit d'un code élaboré dans un laboratoire étasunien, reconnu et utilisé au niveau international. Voir : B.A.Napier et al. (1990), GENII - The Hanford Environmental Radiation Dosimetry Software System, PNL-6584, Pacific Northwest Laboratories (USA). Il ne peut être utilisé dans ce cas que pour une estimation des doses d'inhalation, étant donnée la particularité du scénario examiné.
- [10] ICRP, 1995. « Age-dependent Doses to Members of the Public from Intake of Radionuclides : Part 3 - Ingestion Dose Coefficients ». Publication 69 *Annals of the ICRP*. 25 (no 1).
- [11] M. Zucchetti, 'Caratterizzazione dell'Uranio impoverito e pericolosità per inalazione', *Giano*, n.36 (sett-dic. 2000), pp. 33-44 ; R. Chiarelli, M. Zucchetti, 'Applicazione di modelli e codici di dose alla popolazione alla dispersione ambientale di Uranio impoverito', Convegno '[La Prevenzione Primaria dei Tumori di Origine Professionale ed Ambientale](#)', Genova, Nov.2004.
- [12] « [U.S. Tomahawk Cruise Missiles Hit Targets in Libya](#) », par Devin Dwyer et Luis Martinez, ABC News, 19 mars 2011.

Massimo Zucchetti

[Massimo Zucchetti](#) : Professeur en « Installations nucléaires » à l'institut Polytechnique de Turin, titulaire des cours de « Sécurité et Analyses des risques » et de « Protection contre les Radiations »

28 mars 2011

Source [ComeDonChisciotte.org \(Italie\)](#)

6 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

6-1 Dmitri Babitch : Comment BHL a poussé la France à s'engager dans le conflit libyen.

L'homme qui pratiquement à lui seul a réussi à convaincre le président français Nicolas Sarkozy de reconnaître le gouvernement "alternatif" de la Libye, exhortait à la fin des années 1990 l'Occident à reconnaître le "président" tchéchène Aslan Maskhadov et son "premier ministre" Chamil Bassaïev. Après les événements de Tskhinvali (conflit russo-géorgien d'août 2008, ndlr), il qualifiait également Mikhaïl Saakachvili d'"homme le plus hostile à la guerre" qu'on puisse jamais rencontrer.

1er avril 2011

Bernard-Henri Lévy, le "nouveau philosophe" qui n'a jamais rien apporté de neuf à la philosophie hormis le décolleté ...

Tous ces faits invitent à se poser la question suivante : sur quelles informations et en provenance de quelles sources l'opération militaire internationale en Libye se base-t-elle ?

Le nom de cet homme, de l'informateur de Sarkozy, est Bernard-Henri Lévy, BHL pour les intimes. Il signe ses articles, comme son ami et collègue André Glucksmann, "Bernard-Henri Lévy, le philosophe." BHL est millionnaire, et il a accordé un entretien aux journalistes du magazine allemand Spiegel dans sa résidence permanente de l'hôtel parisien Raphaël en présence d'un valet. Ses jugements sont comme toujours péremptaires et sans appel : "Vous avez un mauvais ministre des affaires étrangères et il faut vous en débarrasser... Et l'Allemagne aura beaucoup de mal à satisfaire son ambition légitime d'avoir un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU".

On pourrait croire entendre le seigneur de l'Univers, et non pas un modeste "activiste de la diplomatie populaire qui n'a aucun pouvoir, à l'exception de celui que lui donne la conscience" (c'est ainsi que BHL s'est modestement décrit lors d'une conférence en ligne avec les lecteurs du quotidien Le Monde). Mais le problème est précisément dû au fait que l'influence de BHL sur la politique mondiale au cours des dernières semaines a été plus importante que celle des 27 ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne réunis.

En se rendant début mars à Benghazi, Lévy appelle Sarkozy et propose au président de la république de rencontrer personnellement les dirigeants du Conseil national de transition (CNT) qui luttent contre Kadhafi. Sarkozy donne immédiatement le feu vert à la visite de ces messieurs accompagnés par Lévy à Paris, sans même prendre la peine de prévenir son propre ministre des Affaires étrangères Alain Juppé. Le 10 mars, Sarkozy annonce personnellement la reconnaissance du CNT par la France en tant que gouvernement légitime de la Libye. Juppé a été pris au dépourvu par cette décision.

"C'est la première fois dans l'histoire de la Ve République qu'une décision majeure de politique étrangère est annoncée par... des personnalités étrangères !", s'étrangle dans Le Monde un diplomate français qui a souhaité garder l'anonymat.

Le fait est que les diplomates français sont arrivés en Libye quelques jours après Lévy. Et les Libyens ont expliqué aux diplomates qu'une personnalité bien plus importante qu'eux, "l'homme du président", était déjà venu et qu'il avait accompagné les dirigeants des rebelles à Paris. "Tu mesures que ce qui leur arrive, c'est un acte politique majeur ?", lui demande Bernard-Henri Lévy. Ces phrases de Lévy ont accompagné la discussion avec Sarkozy et ont beaucoup impressionné les Libyens. Seul un philosophe du calibre de Lévy ou de Glucksmann peut se permettre de tutoyer le président français.

"J'ai seulement proposé au président d'accueillir les représentants de la Libye libre", dit modestement Lévy aujourd'hui, depuis que sa "proposition" a provoqué un nouveau cycle de guerre civile en Libye avec l'implication des puissances européennes. Rappelons que de la même manière en 1999, après l'attaque contre le Daguestan par Chamil Bassaïev, Lévy avait recommandé à l'Occident de reconnaître l'autorité de Maskhadov en Tchétchénie.

Le reconnaître afin de contrarier le régime russe "stalino-hitlérien" (sa propre expression !). Il ne reste plus qu'à regretter qu'à l'époque les Français n'aient pas apprécié à sa juste valeur la proposition de Lévy et ne l'aient pas envoyé de l'hôtel Raphaël dans un établissement plus adapté pour des auteurs d'idées de ce genre. Probablement, Alain Juppé, qui a rencontré le philosophe hyperactif pendant son premier mandat à la tête du ministère des Affaires étrangères en 1993-1995, aurait même accepté de l'accompagner. A l'époque, après s'être rendu à Sarajevo, Lévy exigeait des pays de l'OTAN qu'ils bombardent sans attendre les positions serbes en sabotant ainsi les actions des diplomates français et allemands, qualifiées à l'époque de "plan Kinkel-Juppé", qui cherchaient un règlement politique du conflit.

En regardant les images de l'opposition libyenne à la télévision et en voyant ces "cavaliers" du XXI^e siècle avec des mitrailleuses sur des pick-up japonais, d'autres protégés de Lévy viennent à l'esprit. Les combattants tchéchènes, les moujahids afghans (la mention du nom de Massoud dans l'appel téléphonique de Benghazi n'est pas un hasard), les miliciens bosniaques d'Alija Izetbegovic. Et le tout dernier : Mikhaïl Saakachvili. Voici ce qu'a écrit Lévy à son sujet le 20 août 2008 dans Le Monde : "Il est francophile et francophone. Féru de philosophie. Démocrate. Européen. Libéral au double sens, américain et européen, du mot. De tous les grands résistants que j'aurai rencontrés dans ma vie, de tous les Massoud ou Izetbegovic dont il m'a été donné de prendre la défense, il est le plus évidemment étranger à l'univers de la guerre, à ses rites, ses emblèmes, sa culture - mais il fait face."

Personnellement, les emblèmes de la guerre sont probablement étrangers à BHL, mais il ne dédaigne pas de déclencher des guerres. L'algorithme est toujours le même : il faut d'abord trouver un conflit, suivi de "l'hystérie pour la défense des droits de l'homme", puis un règlement militaire (et seulement militaire, jusqu'à l'anéantissement total de l'ennemi !).

"Allez fouiller dans mon inconscient !", a lancé avec mépris Lévy aux lecteurs du Monde, lorsqu'ils ont osé supposer que l'amour pour les combattants était proche des complexes étudiés par Freud. Ou peut-être les Etats-Unis, l'Union européenne et surtout la France devraient fouiller dans leur propre subconscient : pourquoi de telles personnes forgent-elle l'opinion publique et sont-elles considérées comme la "conscience de l'Europe" ? Et cela vaut-il la peine de les écouter ? Ainsi que les interlocuteurs recommandés par messieurs Lévy et Glucksmann en Russie, au Kosovo, en Libye...

Dmitri Babitch

RIA Novosti

01/04/2011.

<http://www.silviacattori.net:80/article1570.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19